

L'économie de Wallis-et-Futuna en 2014 Ralentissement de l'activité économique

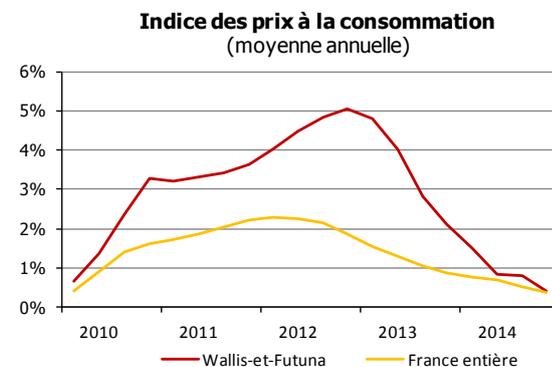
Après une année 2013 exceptionnelle du fait de la tenue des Mini-Jeux du Pacifique sur le Territoire, le niveau d'activité économique, bien qu'en ralentissement, est resté globalement bien orienté en 2014. Ce bilan est en grande partie le résultat d'un niveau d'activité stable dans le secteur du commerce, porté par la consommation des ménages qui se maintient grâce au poids constant des transferts publics vers le Territoire. Les principaux indicateurs conjoncturels affichent peu de variations sur l'année. L'archipel enregistre pour la première fois, depuis la révision de l'indice des prix en 2008, une faible inflation. La contraction de l'emploi dans le secteur privé est la conséquence d'une baisse des effectifs déclarés dans le BTP, ce dernier retrouvant un niveau de demande en adéquation avec le contexte économique local.

Au 31 décembre 2014, la masse monétaire, qui évolue en corrélation avec le niveau d'activité, reste stable par rapport à fin 2013. Le financement bancaire des ménages est toutefois en recul, sous l'impact d'une nouvelle diminution des crédits à l'habitat. La chute des encours des crédits aux entreprises s'explique quant à elle par le remboursement anticipé d'importants prêts contractés par une société de la place. Hors cet élément exceptionnel, l'impact sur l'économie de la baisse de l'encours des crédits est à relativiser, les entreprises de l'archipel ayant traditionnellement beaucoup recours à l'autofinancement pour leurs investissements.

RELATIVE STABILITÉ DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

La hausse des prix poursuit sa décélération

Amorcé fin 2012, le ralentissement de la hausse des prix s'est poursuivi jusqu'à fin 2014. En moyenne annuelle, l'augmentation de l'indice des prix à la consommation demeure faible en 2014 par rapport à l'année précédente (+0,4 %), contre une progression de 2,1 % en 2013. Les prix de l'alimentation et de l'énergie sont en baisse par rapport à 2013 (respectivement -4,4 % et -0,6 %, alors qu'ils avaient augmenté en moyenne de 1,7 % et de 0,8 % en 2013). Ceux des produits manufacturés enregistrent une progression de 1,4 % en moyenne sur l'année, contre 2,5 % en 2013. La hausse des tarifs des services s'accélère de manière conséquente (+5,5 % en 2014 contre +2,6 % en 2013).

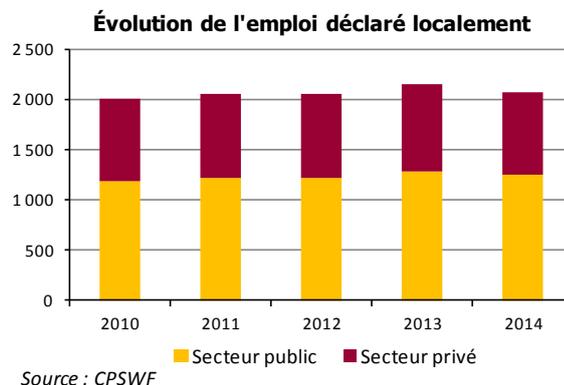


La chute depuis quelques mois du cours de l'euro, sur lequel est indexé le franc Pacifique, pourrait alourdir en 2015 la facture des importations ne provenant pas de l'Union européenne et influencer sur les prix à la consommation.

L'emploi se contracte à fin juin 2014

Au 30 juin 2014, 2 078 travailleurs salariés sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), contre 2 155 à fin juin 2013. Le secteur public concentre 60 % de l'emploi déclaré, soit 1 250 personnes, et le secteur privé 828 salariés. Les deux secteurs enregistrent une réduction du nombre d'emplois, respectivement de 2,6 % et de 4,9 %.

Le secteur du BTP est celui qui connaît la plus forte baisse d'effectifs en 2014, passant de 134 travailleurs déclarés en juin 2013 à 69 en juin 2014, soit une réduction de 48,5 %.



Les importations diminuent légèrement sur l'année

Les importations de Wallis-et-Futuna s'élevaient à 5,84 milliards de F CFP en 2014, en recul de 1,4 % en valeur par rapport à 2013. Cette tendance concorde avec la diminution du nombre de conteneurs déchargés sur le territoire (1 895 en 2014 contre 2 047 en 2013). La baisse des importations de produits des industries agricoles et alimentaires (-6,9 % en 2014) explique en grande partie cette évolution, ces derniers représentant plus du quart des importations totales, soit 1,53 milliard de F CFP en 2014. Les importations de biens intermédiaires (835 millions de F CFP en 2014) diminuent pour leur part de 9,2 % par rapport à 2013. Ces deux postes d'importations enregistrent leur plus bas niveau depuis 2009. Les produits énergétiques, qui représentent près d'un cinquième des importations totales, diminuent légèrement (-3,0 %). Les autres postes d'importations connaissent quant à eux des variations à la hausse : les produits issus de l'agriculture, la sylviculture et la pêche sont en forte progression, passant de 114 millions de F CFP en 2013 à 176 millions de F CFP en 2014. Les importations de biens de consommation et de biens d'équipement augmentent respectivement de 1,9 % et 1,6 % par rapport à 2013.

Il est à noter que les recettes douanières (1,87 milliard de F CFP), qui représentent plus de 70 % des recettes fiscales, progressent de 11,2 % en rythme annuel, après une hausse de 3,0 % en 2013. Selon le service des Douanes, cette augmentation s'explique principalement par une proportion de marchandises fortement taxées plus importante dans les importations totales.

La consommation des ménages reste bien orientée

Après deux années consécutives de contraction, les importations des biens de consommation sont en progression de 1,9 % en 2014, pour atteindre 900 millions de F CFP. Relativement stables durant les neuf premiers mois, elles ont sensiblement augmenté en fin d'année. Les importations d'articles d'habillement enregistrent la plus forte hausse en 2014 (+23,9 %), suivies des importations de produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien (+5,0 %). Ces dernières représentent 46 % des importations totales de biens de consommation. Les importations de biens d'équipements du foyer et des produits de l'édition reculent respectivement de 12,2 % et de 8,4 %. Les importations de produits alimentaires baissent également de 6,9 % en 2014. Les ventes de véhicules de tourisme restent au même niveau que l'année précédente, avec 95 nouvelles immatriculations.

En 2014, la situation financière des ménages est contrastée : si le nombre de personnes en interdiction bancaire diminue, passant de 330 en 2013 à 313 à fin 2014, le nombre d'incidents de paiements par chèque s'établit à 944 contre 871 en 2013. L'encours bancaire des crédits à la consommation recule par ailleurs de 6,7 % sur un an.

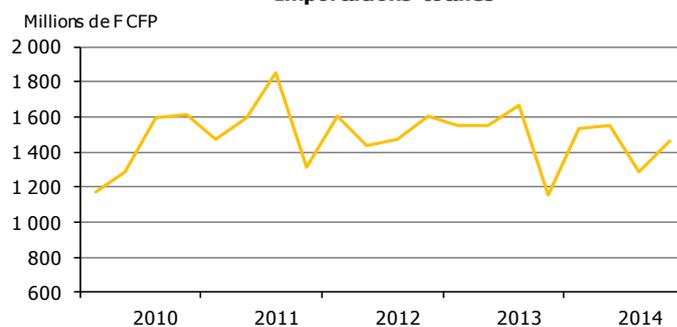
Le niveau d'investissement des entreprises se contracte

L'investissement des entreprises se réduit en 2014. Les importations de produits intermédiaires sont en baisse cette année (-9,2 %). Ces dernières sont à leur plus bas niveau, en valeur, depuis 2009. Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs est aussi en recul, passant de 107 en 2013 à 86 en 2014. Les importations de biens d'équipement sont toutefois en légère augmentation (+1,6 %).

Les encours de financements accordés aux entreprises pour les investissements, d'un montant global de 672 millions de F CFP, se contractent nettement à fin 2014 (-66,1 % par rapport à fin 2013). La chute de cet encours s'explique en partie par le remboursement anticipé d'importants prêts contractés par une société de la place.

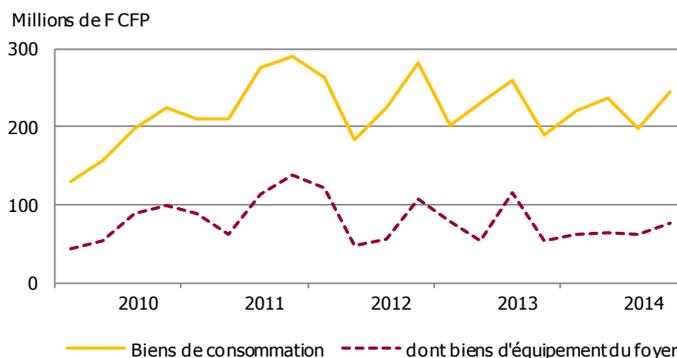
L'encours des crédits d'exploitation, qui atteint 54,1 millions de F CFP, suit la même tendance sur un an (-51,6 %). Il est à noter que l'autofinancement constitue par ailleurs une part non négligeable du financement des investissements des entreprises.

Importations totales



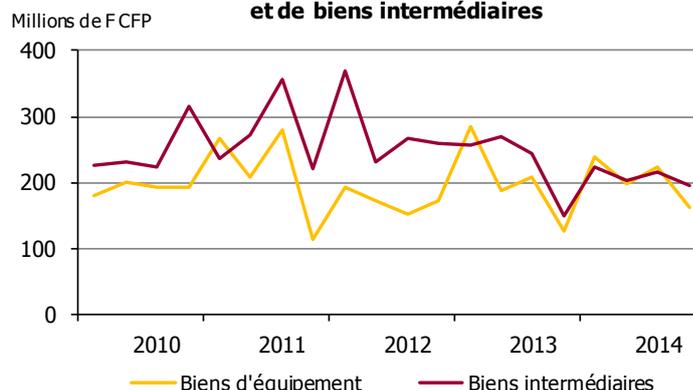
Source : Douanes

Importations de biens de consommation



Source : Douanes

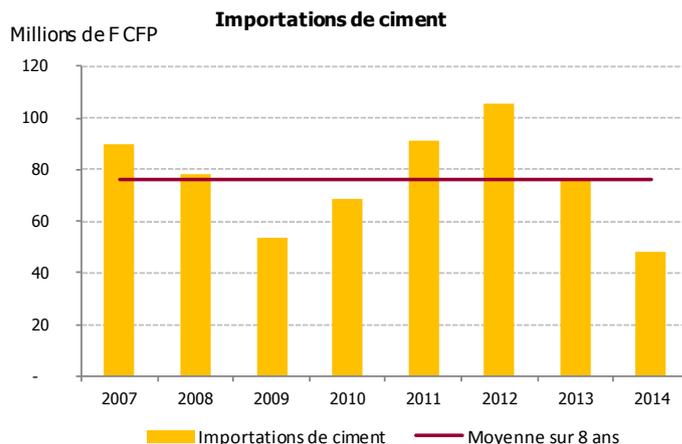
Importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires



Source : Douanes

Le BTP retrouve un niveau d'activité modéré

Après une année 2013 en surchauffe, l'activité du secteur du BTP marque le pas et retrouve un niveau plus modéré, en adéquation avec la demande limitée sur le Territoire. Les importations de ciment s'élevaient à 48 millions de F CFP en 2014, soit un niveau plus bas que celui observé en 2009, année précédant le lancement des chantiers d'envergure qui ont occupé le secteur jusqu'à l'an dernier (port de commerce de Mata'Utū, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, réparation des dégâts engendrés par les cyclones *Tomas* et *Evan*). La consommation de ciment en 2014 se trouve ainsi très en deçà de la moyenne établie sur les huit dernières années (-37,2 %). À fin juin 2014, les effectifs du secteur déclarés auprès de la CPSWF sont en forte baisse (-48,5 %), avec 69 salariés contre 134 au 30 juin 2013.

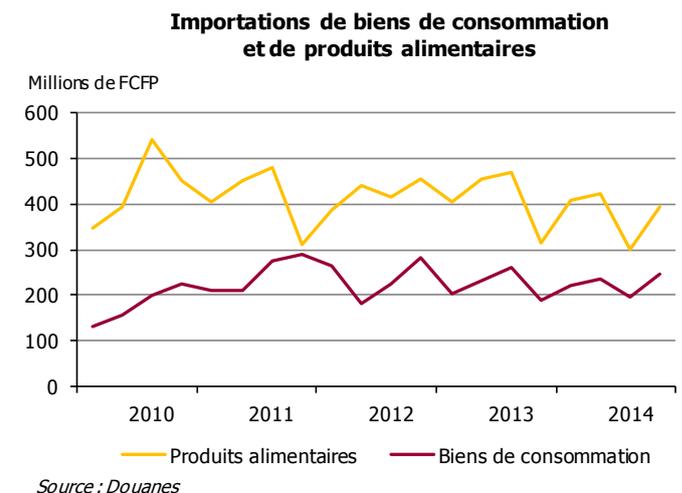


Le nombre et le montant des enveloppes des marchés notifiés devraient demeurer à un niveau bien inférieur à celui atteint au cours des premières années de la décennie 2010. Le chantier de reconstruction du quai de Leava à Futuna, financé à hauteur de 1,83 milliard de F CFP dans le cadre du X^e FED territorial, constitue le seul marché public conséquent programmé à l'heure actuelle et ne devrait débuter qu'en 2017.

L'activité commerciale reste dynamique

L'important ralentissement de l'activité du bâtiment et des travaux publics est compensé par le dynamisme constant du secteur du commerce, lequel retrouve un rôle de première importance sur l'activité économique du Territoire. L'évolution des importations annuelles de biens de consommation, en hausse de 1,9 % par rapport à 2013, confirme cette tendance. Il est à noter que ces importations ont été particulièrement importantes au cours du premier semestre 2014, en lien avec l'implantation d'une nouvelle grande surface sur le Territoire. Les importations de produits de l'industrie automobile sont également en nette progression sur l'année (+11,7 %). Cependant, les importations de biens issus des industries agricoles et alimentaires reculent de 6,9 % en 2014.

En 2014, 12 nouveaux commerces ont été recensés sur le Territoire. Le secteur compte désormais 124 entreprises patentées.



Le trafic aérien international est en forte décélération

Au cours de l'année 2014, 25 505 passagers ont effectué un vol international à destination ou au départ de Wallis, soit une contraction sensible par rapport à 2013 (-22,3 %). Bien que cette évolution s'explique en grande partie par le fait que la desserte aérienne avait atteint un niveau record en 2013 grâce à la tenue des Mini-Jeux du Pacifique à Wallis-et-Futuna, le Territoire n'avait pas enregistré un nombre de passagers aussi faible depuis 2006.

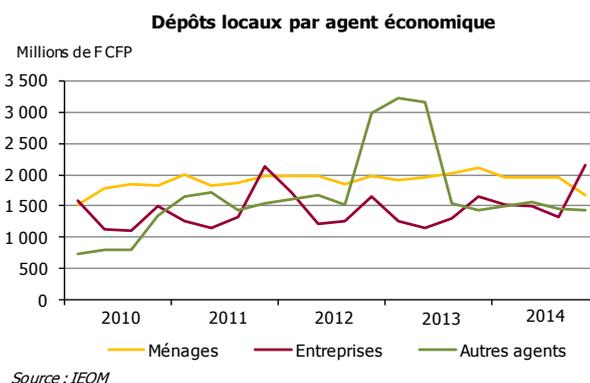
Les tarifs du transport aérien de voyageurs, en hausse de 14,9 % sur l'année, constituent un facteur explicatif à ce niveau exceptionnellement bas. Le fléchissement de la fréquentation a conduit la compagnie aérienne à réduire le nombre de ses rotations en basse saison.



L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT RALENTIT ENCORE EN 2014

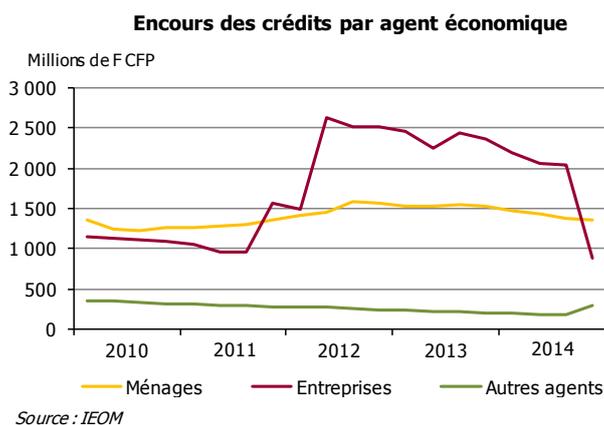
Stabilité des dépôts locaux sur l'année

Sur l'année, les actifs financiers affichent une grande stabilité (-0,1 %), pour atteindre un encours total de 7,16 milliards de F CFP. Principale composante de l'épargne (73 %), les dépôts collectés localement progressent légèrement en rythme annuel (+1,3 %). La préférence des agents économiques pour les dépôts plus liquides demeure notable. Alors que l'encours des dépôts à terme se contracte légèrement (-1,2 %), les dépôts sur les comptes d'épargne à régime spécial et les dépôts à vue sont en augmentation sur l'année (respectivement +2,6 % et +1,7 %). Les placements hors zone d'émission diminuent en 2014 (-4,0 %), en lien avec la baisse d'intérêt vis-à-vis des OPCVM.



Important ralentissement de l'activité de financement

L'encours des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires intervenant localement se contracte significativement en rythme annuel (-38,9 %), à 2,54 milliards de F CFP. Tous les agents économiques sont touchés par ce recul de l'activité de financement. Sur l'année, le financement des entreprises affiche une baisse de 62,7 %, pour atteindre un encours de 884 millions de F CFP, conséquence du remboursement anticipé d'importants prêts contractés par une société de la place. L'encours des crédits octroyés aux ménages recule de 11,4 % en 2014 (1,36 milliard de F CFP), sous l'impact d'une nouvelle diminution des crédits à l'habitat. Exclusivement dédiés à l'investissement, les concours aux collectivités locales, qui atteignent 288 millions de F CFP à fin décembre, sont en forte hausse en rythme annuel (+41,4 %) suite à la mobilisation d'une première tranche de crédits destinés au financement de l'installation de la téléphonie mobile sur le Territoire. La part de marché de la banque locale représente 62,1 % des crédits totaux en 2014, contre 44,3 % au 31 décembre 2013.



Une sinistralité contenue

L'encours des créances douteuses brutes s'élevé à 91,8 millions de F CFP, en repli de 1,4 % en rythme annuel. La banque affiche un taux de créances douteuses de 5,5 % à fin décembre, en hausse de 0,7 point sur l'année. La qualité du portefeuille reste globalement stable depuis décembre 2012.

PERSPECTIVES

Après avoir subi un important ralentissement en 2014, le secteur du BTP, secteur clé de l'économie locale, devrait maintenir une activité limitée en 2015, conforme au niveau des commandes publiques et privées sur le Territoire. Quelques chantiers publics financés au titre du contrat de développement 2012-2016 ou du Fonds européen de développement devraient offrir quelques perspectives aux entreprises de la place (construction d'un bâtiment technique pour la mise en service de la téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna, construction d'une capitainerie à Futuna, enfouissement de lignes électriques, etc.).

Dans ce contexte, le secteur du commerce retrouve un rôle moteur sur l'activité économique locale, soutenu par la consommation des ménages. La quasi-stabilité actuelle des prix et l'ouverture de plus d'une dizaine de nouveaux commerces sur le Territoire laissent espérer le maintien d'une activité dynamique dans le secteur en 2015. À plus long terme, l'alignement annoncé des tarifs de l'électricité de l'archipel sur ceux de la Métropole devrait engendrer une progression significative du pouvoir d'achat des ménages et une réduction des charges des entreprises, augmentant ainsi leur marge pour investir. Parallèlement, l'effort de développement et de professionnalisation du secteur primaire, s'il est poursuivi, s'inscrit dans une démarche de substitution aux importations qui pourrait permettre de contenir la volatilité des prix due à la forte dépendance de l'archipel vis-à-vis de l'extérieur.

L'installation de la téléphonie mobile pour lequel les travaux sont engagés et le projet attendu de raccordement du Territoire à un grand programme de câble sous-marin sont susceptibles d'apporter à Wallis-et-Futuna, outre la stimulation de la consommation, une ouverture et des opportunités de développement économique. Au regard de ces projets, la création d'un contexte favorable à l'implantation d'entreprises constitue un défi majeur pour l'archipel face au déclin démographique et au cadre budgétaire contraint.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : avril 2015 – Dépôt légal : avril 2015 – ISSN 1968-6277